

Survival



Pour les peuples
autochtones, la nature
et toute l'humanité

Survival International - Rapport annuel 2023

“

**Laissez ma forêt
en liberté**

Hairani Femme hongana manyawa, Halmahera, Indonésie

Survival International France

ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

RAPPORT ANNUEL ET RAPPORT FINANCIER

Exercice 2023

SOMMAIRE

Objectifs et activités	2
Résultats et succès	3
Voix autochtone	12
Livre.....	13
Médias	13
Éducation	14
Relations avec les sympathisants, donateurs et bénévoles.....	15
Événements	15
Structure, gouvernance et gestion.....	16

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

OBJECTIFS

Survival International est le mouvement mondial pour les peuples autochtones. Nous luttons pour leur survie à travers le monde. Nos principaux objectifs sont les suivants :

- Promouvoir, dans l'intérêt de tous, les droits fondamentaux des peuples autochtones (tels que l'établissent la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions et déclarations ultérieures des Nations unies, en particulier les Conventions 107 et 169 de l'Organisation internationale du travail) ;
- Promouvoir de bonnes relations interculturelles entre autochtones non autochtones dans l'intérêt de tous en tâchant d'éliminer toute discrimination basée sur la nationalité ou les origines ethniques ;
- Réduire la pauvreté, la malnutrition et les problèmes de santé chez les peuples autochtones ;
- Encourager l'éducation et la recherche autour de l'histoire, des institutions et des modes de vie des peuples autochtones ; publier et diffuser les résultats de ces recherches ;
- Promouvoir et soutenir toute activité de bienfaisance d'intérêt public concernant les peuples autochtones que les administrateurs de Survival jugeront opportune.

ACTIVITÉS

Pour atteindre ces objectifs, Survival :

- Travaille en partenariat avec les peuples autochtones, en leur offrant une plateforme pour s'adresser au monde ;
- Entreprind des recherches dans les territoires autochtones, en particulier là où la survie des peuples autochtones est menacée et où sévissent de graves violations de leurs droits fondamentaux ;
- Fait usage de ces informations pour informer le public sur les cultures autochtones et faire connaître les problèmes rencontrés par les peuples autochtones ;
- Soumet des observations aux gouvernements, entreprises et autres institutions et individus dont les activités pourraient affecter les peuples autochtones, et cherche les influencer pour qu'ils agissent en faveur des peuples autochtones ;
- Vise à éliminer les discriminations et les préjugés envers les peuples autochtones et promeut les législations qui protègent leurs droits ;
- Soutient les activités des organisations qui représentent les peuples autochtones ainsi que d'autres organisations avec des objectifs similaires ;
- Soutient des projets appropriés au sein de communautés autochtones.

INTÉRÊT PUBLIC

Toutes nos activités visant à défendre la vie des peuples autochtones et à protéger leurs terres bénéficient aussi bien aux peuples concernés qu'au grand public. Il y a 370 millions d'autochtones à travers le monde, dont 150 millions font partie de peuples tribaux, ce qui constitue un enrichissement extraordinaire de la diversité de l'humanité. Nous sommes également convaincus que nos efforts pour mettre les peuples autochtones – les meilleurs gardiens du monde naturel – à la tête du mouvement de protection de la nature bénéficient à l'humanité tout entière.

RÉSULTATS ET SUCCÈS

REMARQUES GÉNÉRALES

2023 a été une année particulièrement fructueuse pour Survival International et particulièrement ambitieuse en termes de campagnes. Nous avons en effet lancé trois nouvelles campagnes : “Carbone de sang”, qui s’inscrit dans notre campagne générale “Décoloniser la conservation”, axée sur les projets de crédits carbone visant à tirer profit des terres de peuples autochtones sans leur consentement ; une campagne pour les Hongana Manyawa non contactés, en Indonésie, dont les terres sont ravagées par l’extraction de nickel ; une campagne pour les Shompen non contactés, en Inde, dont l’île recouverte de forêts est menacée par des plans de “développement” de grande envergure. Nous avons également tiré parti de nos contacts de longue date et de nos réseaux d’alliés pour intensifier encore davantage nos campagnes existantes. Pour de plus amples informations, voir la section “Campagnes clés” ci-dessous.

CAMPAGNES CLÉS

“Stoppez le génocide au Brésil”

Après la fin du mandat de Bolsonaro et les changements de fonctions et politiques gouvernementales qui ont suivi, Survival a réduit ses efforts sur la campagne “Stoppez le génocide au Brésil”. Le début de l’année 2023 a été consacré à analyser les actions du nouveau gouvernement de Lula, du ministère des Peuples autochtones et du département des Affaires autochtones (FUNAI), afin de déterminer où les efforts de campagne étaient les plus appropriés, ainsi que pour pousser l’action urgente dédiée à la crise des Yanomami, entre autres priorités.

Peuples non contactés

Les peuples non contactés dépendent entièrement de leurs terres ; cela fait d’eux les peuples à la fois les plus autosuffisants et les plus vulnérables de la planète. Il s’agit de peuples autochtones évitant tout contact avec des personnes extérieures. Ils constituent des sociétés contemporaines, vivant très différemment de la plupart des gens sur terre, ainsi qu’une part essentielle de la diversité humaine. Lorsque leurs droits sont respectés, ils peuvent continuer à prospérer.

Peuples non contactés du Brésil

Janvier 2023 a été marqué par le début de la présidence de Lula da Silva, après quatre ans d’un gouvernement Bolsonaro fortement anti-autochtone. Survival a profité du début de ce mandat de Lula pour sensibiliser l’opinion publique et susciter le soutien international en faveur des peuples autochtones, notamment des peuples non contactés. Le gouvernement Lula a rapidement promis de renouveler les ordonnances de protection des terres et de démarquer les territoires encore non démarqués des peuples non contactés. Au début de l’année, les ordonnances de protection des terres de Piripkura et Pirititi ont été renouvelées et resteront valides jusqu’à la fin du processus de démarcation. De façon similaire, l’ordonnance de Jacareúba/Katawixi a également été étendue, bien que, après des mois sans protection avant cette extension, ce territoire avait le cinquième taux de déforestation le plus élevé des territoires habités par des peuples non contactés en 2022. Malgré ces avancées, la situation dans ces territoires, ainsi que dans d’autres, reste un problème urgent. Survival a maintenu sa vigilance en 2023 et à faire pression pour que de nouvelles mesures soient prises pour cartographier les terres habitées par des peuples autochtones non contactés, et de mettre un terme aux invasions en cours.

Si le président Lula s'est engagé à faire respecter les droits des peuples autochtones, le Congrès brésilien reste dominé par l'agrobusiness, les lobbies pro-extractivisme et des politiciens anti-autochtones souhaitant désespérément ouvrir davantage les territoires autochtones pour leur exploitation. Tout au long de l'année 2023, Survival a suivi les avancées du projet de loi PL490 et fait campagne contre celui-ci. Ce projet constitue en effet l'attaque la plus grave et la plus odieuse contre les droits des peuples autochtones depuis des décennies. Il menace d'annihiler les protections juridiques des terres autochtones, offrant ainsi encore plus de libertés aux grandes entreprises et groupes criminels à l'origine de l'exploitation forestière et minière qui a lieu dans ces territoires. Le projet de loi inclut également le "cadre temporel" (*Marco Temporal*), une ruse pro-industrie consistant à déclarer que les peuples autochtones qui seraient dans l'incapacité de prouver que leur présence sur leurs terres est antérieure à la Constitution brésilienne (entrée en vigueur en octobre 1988) ne pourront jamais voir leurs droits reconnus. Les organisations autochtones brésiliennes, Survival et autres alliés ont fait pression sur les politiciens pour qu'ils rejettent ce projet de loi et envoient des courriers en ce sens à tous les sénateurs, aux présidents des deux chambres parlementaires et au président Lula. Survival a également lancé une action internationale par le biais de laquelle des milliers de sympathisants ont envoyé des mails pour exprimer leur indignation. Mais le projet de loi a malheureusement été approuvé en décembre. L'APIB, association des peuples autochtones brésiliens, a annoncé qu'elle porterait l'affaire devant la Cour suprême pour que cette décision soit à nouveau examinée.

Au mois de juin, une délégation de l'UNIVAJA (union des peuples autochtones de la vallée du Javari) a participé à des réunions avec des membres du congrès péruvien à Lima pour soutenir les peuples autochtones du Pérou contre un autre projet de loi génocidaire. Survival a mentionné ce soutien dans un communiqué de presse et des publications sur nos réseaux sociaux. Survival a également collaboré avec l'UNIVAJA et Orpio, autre organisation autochtone brésilienne, pour réclamer la protection des peuples non contactés de la "Frontière non contactée" d'Amazonie au moyen d'une coordination binationale.

Nous avons également continué à travailler en étroite collaboration avec les Gardiens guajajara, qui défendent la forêt contre les invasions illégales, à la fois pour leurs propres communautés et pour leurs voisins awá non contactés. Cette lutte s'inscrit dans notre campagne, lancée il y a maintenant plusieurs décennies, pour la protection des territoires des Awá, afin qu'ils puissent survivre et prospérer.

Kawahiva, Brésil

Survival fait campagne pour la démarcation des terres des Kawahiva depuis les années 1990. Nous avons obtenu une immense victoire en 2016, lorsque le gouvernement brésilien a déclaré que ces terres étaient un territoire autochtone. Des éleveurs ont été expulsés en 2018, mais le processus de démarcation stagne depuis, du fait de la féroce opposition de politiciens et d'acteurs de l'agrobusiness. Des forestiers et d'autres personnes souhaitant s'emparer de ces terres encerclent le territoire, et une route illégale a été construite à seulement 2 kilomètres de distance. En avril 2023, Survival a relancé son action par mail en faveur des Kawahiva, qui a été envoyée par des milliers de sympathisants à Lula et à des membres clés du gouvernement. En octobre, un communiqué de presse a marqué la relance officielle de la campagne. Aux côtés d'organisations autochtones et autres alliés au Brésil, nous continuons notre travail de plaidoyer en faveur de la démarcation des territoires, et avons rencontré des coordinateurs de la FUNAI, entre autres, pour discuter des prochaines étapes.

Peuples non contactés du Pérou

En novembre 2022, le Congrès péruvien a annoncé un nouveau projet de loi (PL3518) qui aurait modifié la loi actuellement en vigueur pour la protection des peuples non contactés et

récemment contactés (appelée “PIACI”). Ce nouveau projet de loi, surnommé “projet de loi génocidaire”, était une menace de mort pour les peuples non contactés, car il visait à révoquer les droits territoriaux de peuples non contactés pour lesquels des peuples autochtones, leurs organisations, Survival et d’autres alliés se sont battus pendant des décennies. Avec des organisations autochtones, Survival a lancé une campagne contre ce projet de loi pour dénoncer publiquement la menace qu’il représentait. Nous avons envoyé un communiqué aux autorités compétentes et organisations internationales de défense des droits humains et mobilisé l’opinion et la presse internationales pour attirer l’attention sur cette attaque sans précédent. En septembre 2023, plus de 13 000 mails avaient été envoyés par des sympathisants de Survival aux membres du Congrès péruvien amenés à voter pour le projet de loi. Des peuples autochtones de la vallée du Javari, au Brésil, se sont joints à leurs voisins péruviens lors de manifestations et de réunions avec des politiciens en amont du vote. Le 23 juin 2023, le projet de loi génocidaire a finalement été bloqué lors du vote d’une commission du Congrès qui avait été ciblée pendant plusieurs mois par les actions coordonnées d’organisations autochtones et de Survival. Il s’agit d’un grand soulagement et d’une victoire inspirante pour les peuples non contactés, les Autochtones, leurs organisations et Survival. Au cours du vote, il a été fait mention indirectement au “bombardement de mails” dû aux sympathisants de Survival.

Suite à cette victoire, Survival a réaxé à nouveau son action au Pérou sur la question de la protection des terres. Le 21 septembre 2023, après 17 ans de lutte d’organisations autochtones et de leurs alliés, la réserve autochtone Sierra del Divisor Occidental, d’une superficie d’un demi-million d’hectares et prévue pour la protection de peuples autochtones non contactés, a été approuvée (publication en tant que décret suprême en attente). Cette réserve fait partie de celles visées par le travail de plaidoyer de Survival ; elle protégera les peuples remo, mayoruna et kapanawa, entre les départements de Loreto et d’Ucayali, dans la partie amazonienne du pays. Nous avons également continué à surveiller la situation dans les réserves autochtones de Madre de Dios et de Napo-Tigre tout au long de 2023.

Ayoreo, Paraguay

Tout au long de l’année 2023, Survival a poursuivi son travail avec le peuple ayoreo-totobiegosode afin de protéger leurs parents non contactés. À la fin de l’année 2022, Survival avait commencé à mettre indirectement la pression sur le gouvernement paraguayen et sur les entreprises qui occupent le territoire des Ayoreo-Totobiegosode, déforestant de manière illégale et implantant leurs élevages, avec le soutien de certains acheteurs européens. En octobre 2022, Survival a contacté Pasubio et Gruppo Mastrotto, deux entreprises italiennes spécialisées dans le cuir se fournissant sur le territoire ayoreo illégalement déforesté. En décembre 2022, n’ayant reçu aucune réponse de Pasubio, Survival Italie a porté plainte contre l’entreprise via le Point de contact national de l’OCDE, s’appuyant sur le fait que la chaîne d’approvisionnement de Pasubio enfreignait les Principes directeurs de l’OCDE pour les entreprises multinationales. En parallèle de cette plainte, Survival a lancé une campagne de sensibilisation, notamment dans la presse et sur les réseaux sociaux. La plainte a été acceptée par le point de contact national en août 2023 et, le 20 décembre 2023, suite à d’intenses discussions avec Survival, Pasubio a annoncé sa décision de mettre fin à toute relation commerciale avec tout fournisseur paraguayen ayant un lien direct ou indirect avec les élevages situés dans le territoire ayoreo-totobiegosode. Cette annonce a été couverte par de grands médias internationaux, dans différentes langues et a eu un impact considérable au Paraguay, où elle a été largement diffusée par les grands médias nationaux. Suite à des échanges avec Survival, Gruppo Mastrotto a exprimé sa volonté de s’engager davantage, et les discussions se poursuivront en 2024.

En octobre et novembre 2023, des incendies dévastateurs provoqués par l'agro-industrie ont ravagé le territoire des Ayoreo-Totobiegosode. Le nouveau gouvernement paraguayen, investi en août 2023, a reçu des courriers des bureaux de Survival, 8000 mails de sympathisants de Survival et une délégation ayoreo, qui a dénoncé les incendies et les invasions au cours d'une réunion à Asunción.

Shompen, Inde

Pour marquer le lancement de la Semaine des peuples non contactés, le 19 juin 2023, Survival a lancé une nouvelle campagne en faveur du peuple shompen, en Inde. Les Shompen sont un peuple de chasseurs-cueilleurs qui vit sur l'île de Grande Nicobar, dans l'océan Indien. Il y aurait jusqu'à 400 Shompen, dont la majorité n'a aucun contact avec les personnes de l'extérieur. Leur existence est menacée par les propositions de "méga-développement" du gouvernement indien, consistant à transformer leur île en "Hong Kong de l'Inde". Ces projets auraient pour conséquences, entre autres, l'abattage d'un million d'arbres et l'implantation de 650 000 colons sur l'île, soit une augmentation de la population de 8000 %. Les sympathisants de Survival ont envoyé des milliers de mails aux membres compétents du gouvernement indien et aux entreprises en lice pour ce projet.

Hongana Manyawa, Indonésie

Le 4 avril 2023, Survival a lancé une nouvelle campagne pour les droits du peuple hongana manyawa de l'île d'Halmahera, dans la province des Moluques du Nord, en Indonésie. On dénombre entre 300 et 500 Hongana Manyawa non contactés, qui risquent d'être exterminés par l'exploitation du nickel, qui empiète de plus en plus sur leurs territoires et détruit la forêt tropicale dont ils ont besoin pour vivre. L'extraction de nickel est en grande partie destinée à la production de matériaux pour les batteries des véhicules électriques.

Dès son lancement, la campagne est devenue virale sur les réseaux sociaux, avec plus d'1,6 millions de vues pour notre premier tweet (toutes langues confondues). Jusqu'à la fin de l'année 2023, les sympathisants de Survival ont envoyé plus de 15 000 mails aux cibles de la campagne, à savoir la compagnie extractive française Eramet, le fabricant de véhicules électriques Tesla, le gouvernement indonésien et le géant de la chimie allemand BASF. L'équipe de recherche de Survival a entamé des discussions avec BASF, pressant l'entreprise d'abandonner son partenariat avec Eramet à Halmahera, dont les opérations sur le territoire d'un peuple autochtone non contacté, sans son consentement préalable, libre et éclairé, constituent une violation du droit national. Survival a également fait pression sur le gouvernement allemand pour que ce dernier n'accorde pas de prêt à BASF pour ces activités, et nous avons rencontré plusieurs fabricants de véhicules électriques pour leur demander de ne pas s'approvisionner en matières premières extraites sur les territoires de peuples autochtones non contactés.

Fin octobre, Survival a diffusé une vidéo d'Hongana Manyawa non contactés faisant signe à des conducteurs de bulldozers de s'éloigner de leur territoire. La vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux ; Survival estime qu'elle a été vue plus de 4 millions de fois, sur diverses plateformes. Au moins 20 médias internationaux ont couvert ces images, parmi lesquels huit médias indonésiens. Il est intéressant de noter que, Survival ayant pu préciser le contexte de cette vidéo, les médias indonésiens ont dû modifier leur traitement habituel des Hongana Manyawa, passant des termes de "sauvages" et "peuple primitif" à "gardiens autochtones de la forêt". Il s'agit d'une avancée majeure sur le plan médiatique.

Rapport sur les peuples non contactés

En 2023, l'équipe de recherche de Survival a commencé à préparer un rapport phare sur les peuples autochtones non contactés du monde entier, qui paraîtra dans toutes les principales

langues de l'organisation. Il s'agira du tout premier rapport exhaustif sur les peuples non contactés dans le monde, s'appuyant sur l'expertise et les réseaux uniques de Survival. L'objectif est de fournir des estimations actualisées du nombre de peuples ou groupes non contactés à travers le monde, ainsi que de présenter les menaces auxquelles ils font face et la résistance dont ils font preuve.

Survival utilisera ce rapport pour améliorer la compréhension, du grand public comme des politiques, de la situation actuelle des peuples non contactés dans le monde, ainsi que pour souligner l'urgence et l'importance d'une reconnaissance de leurs droits. Il inclura des actions locales, nationales et internationales requises de manière urgente pour protéger leur avenir. Il sera présenté à des organisations multilatérales compétentes pour leur demander d'agir et servira d'outil de plaidoyer et de pression auprès de politiciens, décideurs politiques, législateurs et entreprises clés.

Autres cas

Dans le monde entier, les peuples autochtones luttent contre le vol de leurs terres et de leurs ressources, vol qui s'accompagne souvent d'attaques brutales. Leurs vies sont menacées, leurs terres volées et leurs ressources exploitées par l'extractivisme, l'agrobusiness, le trafic de drogues et autres dangers. Là où les droits des peuples autochtones sont respectés et leurs territoires protégés, ils peuvent prospérer.

Yanomami, Brésil

En décembre 2022, Survival a publié un communiqué de presse sur la catastrophe humanitaire qui submergeait les Yanomami : une crise sanitaire révoltante, largement provoquée par l'homme et due à la négligence criminelle du gouvernement Bolsonaro, qui n'a pas mis en place les financements urgents en matière de soins, ni expulsé les orpailleurs opérant sur le territoire yanomami. En janvier 2023, Survival a publié un communiqué listant six demandes d'action clés au gouvernement Lula, indiquant notamment l'importance de mettre en place un programme de protection à long terme du territoire, intégralement financé. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en janvier 2023, Lula a immédiatement annoncé une opération d'urgence de douze mois destinée à expulser les 20 000 orpailleurs illégaux du territoire des Yanomami et à dispenser à ces derniers des services de santé essentiels. L'opération affiche un bilan mitigé : en juin, le gouvernement a déclaré que 82 % des mineurs avaient été expulsés. Toutefois, à la fin de l'année, une grande partie d'entre eux était revenue et des groupes criminels continuaient d'opérer sur le territoire. De nombreux cas de paludisme étaient toujours signalés, les enfants yanomami continuaient de souffrir d'une malnutrition sévère et des enquêtes de la police fédérale ont révélé que les cours d'eau du territoire étaient hautement contaminés au mercure, à hauteur de 8600 % au-dessus des seuils sanitaires. En décembre, suite à des réunions avec l'association Hutukara Yanomami, Survival et d'autres ONG, et des actions de plaidoyer de ces organisations, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a publié un rapport accablant sur la situation critique des Yanomami, demandant au gouvernement brésilien de prendre de nouvelles mesures pour résoudre cette crise.

En février, Survival a également assisté à l'inauguration de l'exposition "Yanomami Struggle" (La lutte yanomami) à New York, qui présentait des photos de Claudia Andujar et des peintures et films d'artistes yanomami. Davi Kopenawa, Ehuana Yaira, Dario Kopenawa, le coordinateur de l'association Hutukara Yanomami et la directrice de la recherche et du plaidoyer de Survival ont rencontré de manière informelle le Secrétaire général des Nations Unies lors de sa visite de l'exposition. Survival a également organisé un programme politique pour l'association Hutukara Yanomami, incluant notamment des réunions avec le Secrétaire général de l'OEA (Organisation des États américains), le Département d'État américain et l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). Cet événement a aidé Survival à créer de nouveaux réseaux

politiques à Washington et à obtenir une forte couverture médiatique de la crise sanitaire sur le territoire yanomami.

Guarani, Brésil

Survival a continué à soutenir les communautés guarani qui luttent pour retourner sur leurs terres en leur donnant une visibilité à l'échelle internationale, en faisant pression contre le cadre temporel qui aurait un impact considérable sur leurs vies et en leur envoyant des fonds pour les soutenir dans la réoccupation de leurs terres.

Début décembre 2023, Survival a fait usage de ses réseaux sociaux pour célébrer la toute première condamnation prononcée par un tribunal fédéral du Mato Grosso do Sul pour le meurtre d'une personne autochtone. Dorvalino Rocha, un Guarani Kaiowá, avait été tué en 2005 par João Carlos Gimenez Brites. Dix-huit ans plus tard, le 29 novembre 2023, Brites a finalement été condamné à seize ans de prison, ce qui constitue un tournant majeur dans le combat contre l'impunité dont bénéficient ceux qui commettent des crimes contre des personnes autochtones au Brésil. En décembre, Survival a également commémoré les dix ans de la mort d'Ambrósio Vilhalva, assassiné au début du mois de décembre 2013.

Nukak, Colombie

Le 1^{er} mars 2023, Survival a lancé une campagne d'envois de mails urgents pour le peuple nukak, le peuple le plus récemment contacté par la société majoritaire en Colombie. Les Nukak se battent depuis plus de trente ans pour revenir sur leur territoire, aujourd'hui envahi par des cultivateurs de coca, des éleveurs de bétail, des colons et des groupes armés. En seulement deux mois, le mail de plaidoyer de Survival a été envoyé par plus de 6000 sympathisants, ce qui a amené le gouvernement colombien à publier une réponse aux mails, qui contenait plusieurs points positifs. Néanmoins, la réponse du ministère de l'Intérieur contenait également un point inquiétant, qui montrait une sérieuse mécompréhension de la détresse des Nukak : le gouvernement n'indiquait pas souhaiter déplacer les colons installés sur le territoire nukak, mais examiner des modalités d'une possible "coexistence" entre les deux groupes. Survival a envoyé un courrier au président Gustavo Petro pour exprimer notre profonde préoccupation quant aux intentions affichées par le gouvernement, afin de l'exhorter à prendre des mesures permettant de garantir aux Nukak un retour en toute sécurité sur leur territoire.

Le 7 juin, un juge a accepté la demande de l'Unité de restitution des terres en faveur des Nukak, ce qui constituait une avancée importante. En parallèle, des négociations entre les différentes parties intéressées ont débuté. Du fait du caractère sensible de ces négociations, Survival a limité ses actions externes en répondant aux demandes de soutien émanant des Nukak, en continuant à promouvoir notre action par mail existante (ciblant le gouvernement de Gustavo Petro), en faisant prudemment pression sur le gouvernement colombien pour profiter de ce nouvel élan et en continuant d'assurer la visibilité de la situation des Nukak.

Au cours de l'année 2023, les Nukak ont intensifié leurs initiatives de retour sur leurs terres. Malgré la lenteur d'action du gouvernement, ils retournent vivre sur leur territoire là où cela est possible, avec des résultats très satisfaisants dans l'ensemble.

Aché, Paraguay

Survival a lancé plusieurs actions pour soutenir le peuple aché de Chupa Pou, dans l'est du Paraguay, qui a subi un contact forcé dans les années 1960 et 1970 ayant entraîné la mort de plus de la moitié de la population. Survival avait fait campagne pour les droits territoriaux des Aché dans les années 70, mais leur territoire a depuis été envahi par des colons et a subi une déforestation massive. Le gouvernement paraguayen a promis à plusieurs reprises d'expulser les colons, et les Aché sont prêts à retourner sur leurs terres dès que cette mesure sera mise

en œuvre. Des élections présidentielles ont eu lieu en avril 2023, et le nouveau président, Santiago Peña, a pris ses fonctions le 15 août. Survival a soutenu les Aché en écrivant au procureur, au ministère public et à l'INDI (institut paraguayen en charge des questions autochtones) et a publié une nouvelle vidéo "Voix autochtone".

Décoloniser la conservation de la nature

Face au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité, nous avons besoin de véritables solutions. Malheureusement, de nombreuses fausses solutions et approches coloniales de la conservation, responsables de l'anéantissement de peuples autochtones, particulièrement en Afrique et en Asie, sont mises en avant afin d'éviter de s'attaquer aux véritables causes du changement climatique, à savoir la surconsommation, en particulier dans les pays occidentaux, ainsi que l'exploitation des ressources naturelles à des fins lucratives. Les Autochtones et autres populations locales des pays du Sud, qui ne jouent pas de rôle dans la destruction de l'environnement, seront les plus affectés par le changement climatique. Les chasser de leurs terres pour créer des Aires protégées ou autres zones du même type ne fera qu'aggraver la situation et est illégal au regard du droit international. Les peuples autochtones sont en effet les meilleurs gardiens du monde naturel et une part essentielle de la diversité humaine, cruciale pour la protection de la biodiversité. Survival travaille aux côtés des peuples autochtones pour empêcher les violations des droits humains à leur encontre, perpétrés au nom de la conservation.

30x30

Suite à l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité durant la COP15, en décembre 2022, la campagne contre le 30x30 de Survival a pris fin. Le cadre était supposé définir un important plan d'action pour la "protection de la nature" jusqu'en 2030. Toutefois, il n'inclut pas les mesures fortes requises pour réellement protéger la nature, à savoir reconnaître que les peuples autochtones sont les meilleurs experts de la conservation et que le meilleur moyen de protéger la biodiversité consiste à protéger leurs droits territoriaux. Pendant deux ans, Survival a lutté sans relâche aux côtés de peuples autochtones et d'autres ONG pour annuler l'objectif des 30 % (consistant à désigner 30 % des terres et des océans du monde comme Aires protégées d'ici à 2030). Malheureusement, cet objectif a finalement été adopté, avec l'appui des gouvernements du Nord global et l'industrie de la conservation. Néanmoins, Survival a joué un rôle majeur en faisant de cet objectif la partie la plus controversée du cadre et en montrant que la "conservation-forteresse" (consistant en expulsions de peuples autochtones de leurs terres et en violations des droits humains au nom de la protection de la nature) ne peut pas être acceptée en tant que dommage collatéral de la conservation. L'objectif n'inclut aucune mention d'une catégorie "strictement protégée" et inclut des références à la reconnaissance et au respect des droits des peuples autochtones, ce qui contraste avec la précédente version de cet objectif, adoptée en 2010.

Nous avons franchi une autre étape positive : nous avons obtenu que les droits des peuples autochtones ne soient pas uniquement relégués à un préambule sans effet. En effet, une section introductive (Section C) souligne les "considérations" relatives à la mise en œuvre du cadre et indique clairement que le nouveau plan doit garantir que les droits, les visions du monde, les valeurs et les pratiques des peuples autochtones et communautés locales soient respectés, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Malheureusement, bien que la terminologie employée constitue un aspect important de la lutte contre les abus perpétrés au nom de la conservation, nous sommes très loin d'un véritable changement dans le modèle de conservation ayant entraîné l'expulsion d'au moins 14 millions de personnes rien que sur le continent africain. Malgré une puissante intervention de dernière

minute du Forum international autochtone sur la biodiversité, qui demandait que les territoires autochtones soient pris en compte dans l'objectif des 30 %, cette demande a été rejetée, principalement par les pays européens. Pourtant, de très nombreuses preuves démontrent que les peuples autochtones protègent leurs terres mieux que quiconque, et que leurs territoires devraient représenter un mécanisme clé dans la protection de la biodiversité. Cela prouve, une fois encore, la prédominance d'une mentalité coloniale dans le domaine de la conservation.

Ce cadre est définitivement un échec pour la biodiversité, un échec pour la justice, et pourrait l'être encore pour les peuples autochtones si, comme nous l'avons déjà constaté, les promesses relatives au respect des droits de ces peuples sont ignorées par le secteur de la conservation, responsable de terribles violations des droits humains au nom de la "protection de la nature".

Carbone de sang

Le 16 mars, Survival a publié son rapport "Carbone de sang : comment un programme de compensation des émissions de carbone rapporte des millions grâce aux terres autochtones du nord du Kenya". Ce rapport analyse le projet appelé Northern Kenya Grassland Carbon Project (NKGCP), mené par le Northern Rangelands Trust (NRT) sur des terres où vivent plus de 100 000 Autochtones des peuples pastoraux, tels que les Samburu, Borana et Rendille. En appui à la prise de position de Survival, le conseil des anciens borana, institution coutumière du peuple borana, a envoyé au NRT un communiqué dans lequel il dénonce sans détour le projet NKGCP. D'autres communautés autochtones sur les terres desquelles le NRT opère ont confirmé les constats de Survival ou ont agi. Ce rapport marque le lancement de la campagne de Survival "Carbone de sang", qui présente la manière dont la vente de crédits carbone issus d'Aires protégées peut contribuer à l'augmentation massive de financements utilisés contre les droits des peuples autochtones, tandis que rien n'est fait pour combattre le changement climatique.

Toujours en mars, Verra, la principale organisation de certification des programmes de compensation carbone, a suspendu l'émission de crédits carbone issus du projet NKGCP et a lancé un "contrôle qualité" suite à une intense campagne menée par Survival contre les activités du NRT. Mais après ces signes encourageants, Verra a publié en novembre les résultats de son contrôle qualité et déclaré que le NRT pourrait continuer à vendre ses crédits carbone. Survival a publié un communiqué pour dénoncer cette décision, transmise à des leaders borana et samburu, des journalistes, des organismes d'évaluation de l'intégrité des crédits carbone, des commissions de négociation, des entreprises d'évaluation des programmes de compensation carbone et la US Commodity Futures Trade Commission (organisme régulateur des bourses du commerce aux États-Unis).

Massaï, Tanzanie

En décembre 2023, après des mois d'une pression exercée par Survival et d'autres activistes, suite à une visite d'une délégation massaï en Europe en mai et grâce aux efforts de députés européens favorables aux droits des Massaï, le Parlement européen a adopté une résolution sur les violations des droits humains perpétrés contre le peuple massaï en Tanzanie. Cette résolution commune, présentée par six groupes politiques, a été adoptée le 14 décembre 2023, avec 493 députés européens ayant voté pour et 29 contre. Ce texte n'est pas contraignant mais reflète la position du Parlement européen dans son ensemble et représente un levier puissant dans l'Union européenne et au-delà. Entre autres aspects, le Parlement reconnaît dans cette résolution que "le respect des droits des peuples autochtones et des communautés locales est une condition préalable pour une préservation efficace de la biodiversité", "prie instamment le gouvernement tanzanien de faire cesser immédiatement les

expulsions forcées des communautés massai” et “prie la Commission d’informer le Parlement sur les programmes d’appui budgétaire de l’Union et d’autres initiatives en Tanzanie”.

Suite aux protestations continues émises par Survival, les Massai et d’autres alliés, le gouvernement allemand a partiellement suspendu le financement d’un projet de conservation dans l’“écosystème du Serengeti”, en Tanzanie. Les fonds avaient contribué à un processus de planification de l’usage des terres dans la région, lui-même utilisé comme justification pour des “relocalisations” de Massai de la zone de conservation du Ngorongoro et l’arrêt de services sociaux pour les inciter à quitter leurs terres. Ce projet avait été mené par l’organisation de conservation Société zoologique de Francfort (FZS, Frankfurt Zoological Society). La FZS est active dans la région du Serengeti depuis des décennies et plaide sans cesse pour la “relocalisation” des Massai. En décembre, avec l’avocat massai Joseph Oleshangay, Survival a profité d’un voyage de ce dernier en Allemagne pour accompagner une petite manifestation devant les bureaux de la FZS à Francfort.

Les Massai ont également gagné deux fois devant les tribunaux : la section d’appel de la Cour de justice de l’Afrique de l’Est a ordonné un deuxième procès pour un cas d’expulsions, qui aura probablement un impact sur les expulsions les plus récentes réalisées dans la même région (Loliondo) en 2022, et un tribunal tanzanien a déterminé que la première d’une série de reclassifications des terres des Massai en zone de protection de la vie sauvage était illégale.

Ogiek, Kenya

Tout début novembre 2023, lors de la visite officielle du roi Charles III au Kenya, les autorités locales ont lancé des expulsions brutales du peuple ogiek de ses terres dans la forêt de Mau. Ces expulsions contreviennent à deux jugements historiques de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples, qui ont confirmé les droits territoriaux des Ogiek dans cette forêt. Collaborant avec la police kenyane, des gardes forestiers du Kenyan Forest Service et du Kenya Wildlife Service ont expulsé illégalement environ 700 Ogiek et détruit 167 foyers. Certains gardes forestiers auraient forcé des Ogiek à détruire eux-mêmes leurs maisons, afin de pouvoir prétendre que les communautés étaient parties volontairement. En partenariat avec Amnesty International et Minority Rights Group, Survival a publié un communiqué dénonçant ces expulsions illégales et soulignant le rôle joué par les projets de conservation et de crédits carbone dans de tels vols de terre.

Parc national de Kahuzi-Biega, Congo

En juillet 2022, le ministère français de l’Europe et des Affaires étrangères a suspendu un financement de l’AFD (Agence française pour le développement) prévu pour le parc national de Kahuzi-Biega, pour cause des violations de droits humains qui y étaient perpétrées. En juillet 2023, il a annoncé que le projet de financement était officiellement annulé. Il s’agit d’une victoire considérable pour les droits des peuples autochtones, qui illustre les résultats concrets des actions de Survival.

Réserves de tigres, Inde

En mars 2023, les Jenu Kuruba et autres peuples de Nagarhole ont organisé une semaine de manifestations dans la réserve de tigres de Nagarhole, aux côtés de populations autochtones vivant dans d’autres Aires protégées en Inde. Survival a contribué à la visibilité internationale de cet événement. Les manifestations dénonçaient le vol de terres, les violations des droits humains et les expulsions illégales subies par les Jenu Kuruba et autres peuples adivasi d’Inde, ainsi que le rôle joué par des organisations telles que la WCS (Wildlife Conservation Society) et le WWF dans la promotion de ce modèle de conservation. Ces manifestations se sont déroulées juste avant la célébration des 50 ans du “Project Tiger” et l’annonce d’un nouveau

recensement de tigres, qui a attiré l'attention de l'opinion internationale, et ont contribué à ce que quelques voix critiques, notamment celles des Jenu Kuruba, soient entendues.

Des activistes autochtones des réserves de tigre de toute l'Inde ont créé un nouveau réseau appelé Réseau communautaire contre les Aires protégées (CNAPA, Community Network Against Protected Areas). Son objectif est de déconstruire le concept d'Aire protégée et de demander, à sa place, la reconnaissance d'un régime de propriété foncière communautaire. À la fin du mois de mars, suite aux manifestations de Nagarhole, ces activistes ont organisé deux jours de réunions à Bengaluru, rassemblant 35 représentants de communautés différentes affectées par cette situation et résistant à l'approche coloniale de la conservation.

COP28

La COP28, conférence sur les changements climatiques, s'est tenue entre le 30 novembre et le 13 décembre 2023. L'enjeu était crucial pour le travail de Survival, car le principal sujet débattu durant les négociations était un potentiel accord sur les modalités d'un marché mondial du carbone, qui aurait pu accroître la demande en programmes de compensation carbone (et donc le vol de terres et les violations des droits des peuples autochtones). Lors de la COP28, Survival a concentré ses efforts sur les informations destinées aux journalistes sur les enjeux de ce débat pour les peuples autochtones, tels que les Ogiek.

Toutes les décisions clés portant sur les mécanismes d'un marché mondial des crédits carbone ont finalement été reportées aux prochaines COP, les parties prenantes étant incapables de parvenir à un accord. Par conséquent, il n'y aura pas d'avancées sur ce sujet avant 2025, au plus tôt, certaines décisions clés ayant même été reportées jusqu'en 2028.

Cet événement, mais également les critiques émises par plusieurs organisations et activistes, notamment Survival, contre les acteurs de la compensation carbone tels que Verra, ont entraîné une dévaluation des crédits carbone d'environ 97 % par rapport à leur valeur au milieu de l'année 2022. Cela a eu pour effet de réduire l'incitation des entreprises à voler des terres autochtones au nom de l'atténuation du carbone.

Congrès "Our Land, Our Nature" (OLON) aux États-Unis et sortie du livre

En avril 2023, Survival a organisé son troisième congrès OLON à la University of New York. Nous y avons proposé une série d'interventions d'activistes, de représentants et de conférenciers autochtones et non autochtones du monde entier, qui ont démontré et témoigné en personne des atrocités et du vol de terres autochtones liés à la vision raciste de la conservation. Ils ont également présenté des modèles alternatifs, respectant les droits humains et l'environnement. Le congrès a précédé le lancement officiel d'un nouveau livre, *Decolonize Conservation: Global Voices for Indigenous Self-determination, Land, and a World in Common*, publié par Common Notions sous la direction de Survival, de Fiore Longo et du professeur Ashley Dawson. Il rassemble les témoignages issus de la première édition d'OLON ("Notre terre, notre nature"), un congrès inédit qui s'est tenu en 2021 à Marseille.

VOIX AUTOCHTONE

Le projet "Voix autochtone" de Survival invite les peuples autochtones du monde entier à enregistrer des vidéos dans lesquelles ils parlent des choses qui leur tiennent à cœur. Survival diffuse ensuite ces vidéos, sous-titrées en plusieurs langues, à travers le monde.

En 2023, Survival a lancé 17 vidéos "Voix autochtone", couvrant divers sujets relatifs aux peuples autochtones à travers le monde. Des représentants de peuples tels que les

Yanomami, les Yupka, les Karipuna, les Jenu Kuruba ou les Sengwer ont ainsi pu parler des destructions, des violences et du vol de terres dont ils souffrent sur leurs territoires du fait de la présence d'industries extractives, de grandes organisations de conservation et autres menaces. La vidéo "Voix autochtone" la plus populaire diffusée par Survival en 2023 totalise plus de 146 300 vues sur toutes les plateformes ; il s'agit de celle présentant Hairani et Toraji, deux personnes du peuple nomade hongana manyawa, sur l'île d'Halmahera, en Indonésie, qui dénoncent la destruction de leur forêt ancestrale par des entreprises d'extraction de nickel.

LIVRE

Au mois de mai, l'essai de Fiore Longo, directrice de Survival France et de notre campagne "Décoloniser la conservation", est paru aux éditions Double ponctuation. *Décolonisons la protection de la nature – Plaidoyer pour les peuples autochtones et l'environnement* analyse la façon dont les mythes sur la nature ont construit nos imaginaires, ainsi que l'impact direct qu'ils ont eu sur les terres et la vie des peuples autochtones. Il s'agit d'un appel militant destiné à faire réfléchir à la manière dont les images de nature que nous voyons depuis notre enfance ont façonné notre manière de penser et d'imaginer, mais aussi nos politiques et nos actions.

Ce livre, qui a été conçu dès le départ comme un outil de plaidoyer, nous a permis d'être invités à de nombreux événements lors desquels nous avons pu aller à la rencontre d'un nouveau public. (Certains de ces événements sont mentionnés plus bas.) Une grande partie de notre travail en 2023 s'est axé autour de la communication sur l'ouvrage à partir du mois de mai.

En plus des objectifs que le livre nous a permis d'atteindre en termes de communication et de plaidoyer, les droits d'auteur sont entièrement reversés à Survival, ce qui permet également de contribuer à la collecte de fonds.

MÉDIAS

Presse

En 2023, Survival a obtenu 70 couvertures médiatiques en français (mentions dans la presse et interviews). Du fait d'un grand nombre de crises géopolitiques, il a été plus difficile que jamais d'obtenir une couverture des campagnes de Survival. Cependant, Survival a continué d'être présent dans un nombre important de médias : médias nationaux (ex : Le Monde/Le Monde Diplomatique, L'Humanité, La Croix), presse régionale, chaînes de télévision (ex : France 3, TF1, LCP), radios (ex : RFI, RCF), médias militants (ex : Reporterre, Basta!, La Relève et La Peste), presse étrangère francophone (ex : Maroc, Cameroun, Belgique, Québec).

En 2023, 1253 journalistes étaient inscrits à notre liste d'envois de communiqués de presse.

Nous notons une couverture particulièrement importante pour les campagnes "Décolonisons la conservation de la nature" et "Carbone de sang", notamment suite à l'élan qu'a donné le livre *Décolonisons la protection de la nature* de Fiore Longo après sa parution en mai 2023.

Notre collaboration active avec le magazine Natives se poursuit, celui-ci ayant publié huit articles écrits par l'équipe de Survival France ou mentionnant Survival en 2023.

En octobre, après que Survival a trouvé une vidéo en ligne d'Hongana Manyawa non contactés faisant face à des bulldozers qui détruisaient leur forêt, nous avons publié un communiqué de presse et diffusé une vidéo expliquant la situation. La vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux (avec plusieurs millions de vues à la fin de l'année 2023) et a été largement relayée par la presse, notamment par Les Observateurs/France 24 pour la presse francophone.

Réseaux sociaux

En 2023, Survival France a continué d'être actif sur les sept réseaux sociaux les plus populaires en France, à savoir YouTube, Facebook, Instagram, TikTok, X (Twitter), LinkedIn, ainsi que sur l'application de messagerie instantanée Telegram.

Facebook est restée la plateforme préférée des internautes avec près de 35 000 followers. Le taux d'interactions avec notre contenu (c'est-à-dire à travers les mentions "J'aime", les commentaires, les partages, etc.) a augmenté de plus de 180 % par rapport à l'année précédente.

Notre compte Twitter, malgré les difficultés rencontrées par l'application depuis son rachat par Elon Musk en octobre 2022, a continué de croître. Entre janvier et décembre, le nombre de comptes qui nous suivent a augmenté de 15 %, atteignant les 4500 followers.

Quant à Instagram, notre compte a gagné en visibilité ; une potentielle explication est la création d'un nouveau format vidéo, qui explique nos campagnes en moins de 3 minutes. Par exemple, celle publiée suite au lancement de la campagne "Carbone de sang" a été vue par plus de 21 000 personnes, faisant d'elle la publication avec la plus grande portée de l'année.

ÉDUCATION

Survival a continué de travailler sur la production de diverses ressources écrites et audiovisuelles, qui ciblent différents âges et types de publics. Au cours de l'année 2023, nous avons finalisé des ressources supplémentaires adaptées à des élèves d'établissements primaires et secondaires, et avons travaillé sur un nouvel "atelier" destiné à un public adulte. Certaines ressources ont pour objectif de présenter des points de vue autochtones ou d'aider le grand public à mieux comprendre les peuples autochtones contemporains. D'autres sont axées sur des menaces particulières auxquelles font actuellement face les peuples autochtones, telles que la déforestation ou les parcs nationaux créés sur leurs terres sans leur consentement.

En ce qui concerne la diffusion de ces ressources, nous avons commencé à préparer une section dédiée sur notre site web (d'abord en anglais), qui présentera différents types de ressources pour différents publics et les mettra à disposition du plus grand nombre de personnes possible. Nous avons également lancé la traduction de ces ressources afin qu'elles soient disponibles en plusieurs langues. La nouvelle plateforme pédagogique en ligne, conçue d'abord en anglais et en allemand, devrait être lancée en 2025.

Nous continuons d'explorer les opportunités de présenter et faire connaître nos ressources pédagogiques en dehors du cadre habituel de la salle de classe. Nous travaillons également sur l'atelier pour adultes, initiative qui inclut le partage de contenu sur les réseaux sociaux et lors de festivals ou autres événements.

RELATIONS AVEC LES SYMPATHISANTS, DONATEURS ET BÉNÉVOLES

Communication

Nous avons continué à améliorer le contenu de nos communications (newsletters) auprès de nos sympathisants, afin de les rendre plus personnelles, pour les informer au mieux et leur donner envie de se mobiliser. En 2023, 49 newsletters ont été envoyées à environ 13 000 personnes, dont 18 mails destinés à présenter les campagnes. Nous avons désormais une nouvelle plateforme de marketing digital permettant d'affiner le type d'envoi selon les destinataires.

Rencontres

En septembre, des portes ouvertes ont été organisées dans nos locaux parisiens et ont permis d'échanger en personne avec nos sympathisants. Nous prévoyons d'organiser à nouveau ce moment convivial au printemps dans les années à venir.

Formation des bénévoles

Une session de formation de bénévoles francophones a été organisée au mois de mars (pour 13 bénévoles existants et nouveaux, notamment recrutés lors de festivals). L'objectif des formations de bénévoles est de leur apprendre à présenter Survival et nos campagnes, et qu'ils aient accès à certaines de nos ressources afin de pouvoir participer à des événements (avec le soutien de l'équipe). Ainsi nous pourrions être présents à davantage d'événements où nous ne pourrions autrement pas nous rendre.

Deux autres formations ont été organisées sur invitation de l'organisation de solidarité internationale A.I.M.E., l'une sur le travail de Survival et nos campagnes en général, l'autre sur la campagne "Décoloniser la conservation".

Les formations sont destinées à se poursuivre, mais ont dû être provisoirement mises en pause au dernier trimestre de l'année 2023 du fait d'un effectif réduit.

ÉVÉNEMENTS

Survival France a organisé ou participé à 40 événements au cours de l'année 2023 : projections-débats, rencontres autour du livre de Fiore Longo, directrice de l'association, présence sur des festivals (Solidays, Le Rêve de l'Aborigène), interventions universitaires (Paris Nanterre, Université de Bretagne à Lorient), salons (Salon du livre et de la presse écologique à la Maison du Climat, Salon Marjolaine autour de l'agriculture biologique et de l'écologie). Ces événements ont parfois été l'occasion de collaborer avec d'autres organisations, telles que l'Académie du Climat, les ONG A.I.M.E - Association Internationale de Mobilisation pour l'Égalité et Quinoa, un centre social rural, etc.

Nous avons notamment été invités à plusieurs reprises par l'Espace Franz Krajcberg (Paris) à participer à des expositions (par le biais de textes, de vidéos "Voix autochtone"), ainsi qu'à une présentation et séance de dédicaces du livre de Fiore Longo. Cette collaboration se poursuit en 2024.

STRUCTURE, GOUVERNANCE ET GESTION

STRUCTURE

Survival International est un mouvement mondial non constitué en société dont l'objectif est d'aider les peuples autochtones à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir. Le mouvement se compose d'un secrétariat international à Londres et de six bureaux nationaux en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne et aux États-Unis. Le 3 mai 2021, la branche italienne du bureau est devenue une entité autonome dotée de son propre statut juridique en Italie. Depuis cette date, le bureau italien a rejoint les autres bureaux en étant régi par le droit des organisations caritatives dans leurs pays respectifs. Chaque bureau publie ses comptes séparément.

GOUVERNANCE ET GESTION

Survival est inscrite sous le nom de Survival International France comme association Loi de 1901, reconnue d'utilité publique depuis 2007 et régie par des dispositions statutaires. Survival International France et ses diverses composantes sont dirigés par un conseil d'administration et un bureau exécutif. Les membres du conseil sont les administrateurs de l'organisation. Ses membres sont choisis pour leur compétence et leur expérience dans les domaines concernés, ainsi que pour leur soutien aux objectifs de Survival. Ils sont élus pour des mandats de trois ans par les membres existants du conseil. Le conseil se réunit au moins deux fois par an. Le conseil est chargé de surveiller les activités de l'organisation, de superviser sa gouvernance et de s'assurer qu'elle remplit ses objectifs.

COLLECTES DE FONDS

Les collectes de fonds de Survival ne sont pas confiées en sous-traitance à des employés externes ou des entreprises. Elles sont généralement menées via des appels à apporter un soutien financier envoyés à nos sympathisants par mail ou par courrier en moyenne trois fois par an. Chaque année, nous recevons moins de dix messages de personnes se plaignant d'une fréquence excessive. Toute demande de retrait des listes de contact et de diffusion est immédiatement honorée. Aucune pression n'est exercée. Une grande part de nos revenus provient de dons spontanés.

RAPPORT FINANCIER

Survival refuse toute source de financement gouvernementale. Nous ne ferons pas de compromis sur notre indépendance ni notre intégrité. Nous sommes fiers de tout ce que nous avons pu accomplir avec un budget limité. Par ailleurs, le fait de ne compter que sur des dons provenant du grand public nous permet également de maintenir les coûts associés à la collecte de fonds à un niveau extrêmement bas.

Le compte de résultat ci-dessous permet d'offrir une visibilité globale sur les sommes collectées par l'association et de comprendre comment elles ont été utilisées dans le contexte de notre structure nationale. Il atteste de la sincérité et de la comptabilité avec les documents comptables fournis à notre commissaire aux comptes.

Le résultat de l'exercice 2023 est déficitaire de 57 933 euros contre un résultat déficitaire de 62 040 euros en 2022, soit un déficit réduit de 4000 euros par rapport à l'année précédente.

En comptant l'ensemble des dons et cotisations 2023, nous avons en 2023 obtenu 253 193 euros, soit une augmentation de 7,5 % des dons par rapport à l'année 2022. La vente des calendriers a augmenté de 25 %. Certains salaires ont été ajustés en 2023 suite à l'inflation, ce qui explique l'augmentation de la catégorie consacrée à la rémunération et, par conséquent, des charges sociales.

Une particularité comptable et déclarative est à noter dans le compte de résultat ci-dessous : afin que l'écriture comptable reflète plus fidèlement l'origine de nos ressources, à partir de l'année 2023, les dons ont été catégorisés différemment, d'où de grandes variations avec l'année précédente. Là où, l'an dernier, tous les dons avaient été catégorisés en tant que cotisations, ils sont maintenant répartis en deux catégories : cotisations et dons.

Le rapport financier a été confirmé sans réserve ou modification par le commissaire aux comptes, puis les comptes ont été approuvés par l'assemblée générale le 19 septembre 2023.

3.7 Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	76 117	76 117	235 469	235 469
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	177 076	177 076	9 866	9 866
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	15 301		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	13 269		18 409	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	-		-	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	-
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	-
TOTAL	281 763	253 193	263 745	245 335
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	96 798	96 798	87 493	87 493
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	74 249	74 249	69 329	69 329
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	168 167	168 167	168 916	168 916
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	-
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	482	-	48	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
TOTAL	339 696	339 214	325 786	325 738
EXCEDENT OU DEFICIT	-57 933	-86 021	-62 041	-80 403